

l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ANASE), à prendre des sanctions contre la Birmanie. Par ailleurs, on ne devrait pas adopter de sanctions commerciales contre la Chine, bien que certains membres insistent pour qu'on ne lui vende pas de réacteurs nucléaires.

2. Restaurer la démocratie à Cuba

Les participants à la conférence ont adopté la proposition suivante :

Le Groupe des 78 appuie la poussée de la politique canadienne en faveur de Cuba y compris dans les domaines du commerce, des investissements, du tourisme et au moyen de modestes initiatives de développement en particulier d'échanges qui amènent des Cubains au Canada et envoient des experts canadiens à Cuba, comme le programme d'études de deuxième cycle de l'Université de la Havane parrainé par l'Université Carleton.

Étant donné la résistance de Cuba aux changements importants, le Groupe recommande que la politique canadienne se concentre surtout sur l'évolution à long terme du régime politique de Cuba plutôt que d'espérer des améliorations spectaculaires rapides.

Toutefois, le Canada devrait continuer de dénoncer de façon publique et privée l'arrêt de dissidents et les restrictions imposées aux organisations communautaires de même qu'il doit continuer de faire des pressions pour la libération des prisonniers politiques, mais pas de façon à nuire aux programmes mis sur pied à Cuba par des organisations comme Oxfam. Le Canada devrait utiliser l'influence que lui confère le commerce, les investissements, le tourisme et sa politique en général pour faire la promotion des droits humains.

Cuba est le seul État formellement non démocratique dans les Amériques et on ne devrait pas lui accorder plus d'importance qu'il mérite par rapport aux grands pays d'Amérique latine sur lesquels la politique étrangère du Canada devrait se concentrer.

Réflexions tirées de la discussion sur Cuba :

Le Groupe des 78 déplore qu'on ait invité le président Fujimori au Canada cet automne étant donné ses tendances autocratiques démontrées par la décision du Congrès dominé par le parti de Fujimori de destituer des juges de la Cour constitutionnelle et de permettre qu'il ne tienne pas de référendum sur la possibilité de solliciter un troisième mandat. Le gouvernement canadien devrait faire part au président Fujimori de notre déception quant aux récents événements survenus au Pérou et de l'appui que manifestent les Canadiens pour l'adoption d'un processus démocratique au Pérou, y compris un système judiciaire indépendant et la délégation du pouvoir aux autorités locales élues.

3. Le Commonwealth et le Nigéria

La promesse du retour à la démocratie au Nigéria qui mettait fin à de longues années de dictature donne au Canada l'occasion d'aider à la tenue d'élections libres et justes à l'assemblée législative en décembre et à la présidence en février. On devrait immédiatement prendre les mesures suivantes :

1. Le Canada devrait utiliser de l'argent provenant du fonds pour le développement démocratique de l'ACDI pour aider la population du Nigéria à se préparer aux élections. Le Groupe des 78 accueille favorablement la déclaration du ministre Axworthy du 24 août promettant de parrainer un forum permettant aux organisations exerçant leurs activités à l'échelle du Commonwealth de participer à